



Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur EST (SGAMI EST)
Direction de l'Administration Générale et des Finances / Bureau de la Commande Publique
Espace Riberpray – Rue Belle Isle
B.P. 51064 – 57036 METZ CEDEX 01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Consultation n° 2020SGAMI57034 du 24 juillet 2020
Travaux de sécurisation de l'hôtel de police de FORBACH (57)

PROCÉDURE ADAPTÉE

Établi en application du code de la commande publique

Date et heure limite de dépôt des offres
vendredi 4 septembre 2020 à 11 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Décomposition en lots / Prestations Supplémentaires Eventuelles.....	4
1.3 Variantes – Prestation supplémentaire éventuelle.....	4
ARTICLE – 2 – REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR – INTERVENANTS.....	4
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
2.2 Maître d'ouvrage – Conduite d'opération.....	4
2.3 Maître d'œuvre.....	4
2.4 Contrôleur Technique.....	5
2.5 Coordinateur sécurité – protection de la santé.....	5
ARTICLE – 3 – VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ.....	5
3.1 Validité du marché.....	5
3.2 Durée du marché	5
ARTICLE – 4 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
4.1 Titulaire.....	5
4.2 Titulaire étranger.....	6
4.3 Co-traitance.....	6
4.4 Sous-traitance.....	6
4.5 Décompte des délais.....	7
4.6 Forme des notifications et communications.....	7
ARTICLE – 5 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	7
5.1 Pièces obligatoires à fournir.....	7
5.2 Assurances et garanties.....	7
5.2.1 Assurance responsabilité civile pendant et après travaux.....	7
5.2.2 Garantie décennale.....	8
ARTICLE – 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	8
6.1 Pièces constitutives du marché.....	8
6.1.1 Les pièces particulières.....	8
6.1.2 Les pièces générales.....	8
6.2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché.....	8
6.3 Cession ou nantissement.....	8
6.4 Droit – Langue.....	8
ARTICLE – 7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	9
7.1 Avance.....	9
7.2 Garanties et exigences particulières.....	9
7.2.1 Connaissance du site.....	9
ARTICLE – 8 – CONDITION D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	10
8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	10
8.2 Régularité de la situation des personnels employés.....	10
8.3 Comportement du personnel.....	10
8.4 Conditions particulières d'exécution.....	10
8.4.1 Interdictions momentanées.....	10
8.4.2 Obligations - Règlements – Sécurité.....	10
ARTICLE – 9 – OBLIGATIONS DE DISCRÉTION – SANCTIONS.....	10
9.1 Obligation de discrétion.....	10
9.1.1 Concernant l'accès au chantier.....	11
9.1.2 Concernant les documents à fournir.....	11
9.2 Traitement de données à caractère personnel.....	11
9.2.1 Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.....	11
9.2.2 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD) en cas de sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	11
9.3 Sanctions.....	11

ARTICLE – 10 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	12
10.1 Contenu des prix	12
10.2 Forme des prix	12
10.3 Variation dans les prix	12
10.3.1 Mois d'établissement des prix du marché	12
10.3.2 Index de référence et modalités d'actualisation.....	12
10.3.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
10.4 Auto-liquidation de la TVA pour la sous-traitance.....	13
10.5 Modalités de règlement du marché.....	13
10.5.1 Facturation	13
10.5.2 Règlement	14
10.5.3 Délais de garantie	14
10.6 Cautionnement ou retenue de garantie.....	14
ARTICLE – 11 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....	15
11.1 Émission de l'Ordre de Service	15
11.2 Qualité des travaux	15
11.3 Délai d'exécution	15
11.3.1 Planning détaillé d'exécution des travaux.....	15
11.4 Prolongation du délai d'exécution.....	15
11.5 Pénalités.....	16
ARTICLE – 12 – RÉSILIATION DU MARCHÉ	16
ARTICLE – 13 – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	16
13.1 Médiation.....	16
13.2 Recours.....	16
ARTICLE – 14 – DEROGATIONS.....	16

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n°2020SGAMI57034) concernent les travaux de remplacement de la clôture périphérique, d'aménagement extérieur, d'installation d'accès par badge, interphonie et vidéo-surveillance de l'hôtel de police situé 11 Rue de la Gare, 57 600 FORBACH.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - Décomposition en lots ou en tranches

Le présent marché n'est pas alloté et ne comporte pas de tranche.

1.3 – Variantes – prestation supplémentaire éventuelle

Aucune PSE n'est prévue.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Trois (3) variantes obligatoires détaillées en page 30 et 31 du CCTP sont à chiffrer dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF).

ARTICLE 2 – REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR - INTERVENANTS

2.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Le Préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Est
Espace Riberpray- Rue Belle Isle
BP 51064
57036 METZ Cedex 01

2.2 - Maître d'ouvrage – Conduite d'opération

Secrétariat pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
Direction de l'Immobilier
Espace Riberpray- Rue Belle Isle
BP 51064
57036 METZ Cedex 01

2.3 – Maître d'œuvre

BET2C
5 Allée de la Forêt de la Reine
Technopole de Nancy Brabois
54500 VANDOEUVRE LES NANCY
laure.meyer@bet2c.fr
03 83 44 92 10

2.4 – Contrôleur technique

APAVE ALSACIENNE SAS
Centre de metz
8 Rue Pierre Simon de Laplace
BP 65175
57075 METZ Cedex 3
coralie.schneider@apave.com
03 87 74 01 71 / 06 85 30 77 60

Missions : L- SEI- STI

2.5 – Coordinateur sécurité- protection de la santé

ACE BTP INGENEERY
Agence Alsace
4 Rue de la Romaine
67500 HAGUENAU
alsace@acebtp.com
03 88 90 34 58

Mission de catégorie 3

ARTICLE 3 – VALIDITE ET DUREE DU MARCHÉ

3.1 - Validité du marché

Le marché de travaux prend effet dès la notification du marché. L'exécution débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

3.2 - Durée du marché

Le délai d'exécution des travaux est de quatre (4) mois dont deux (2) semaines de préparation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

4.1 – Titulaire

Le titulaire est le prestataire de travaux qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI EST les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant le marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire, dans le cadre d'exécution du marché.

4.2 - Titulaire étranger

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

4.3 – Co-traitance

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement. Dans ce cas, la solidarité est exigée :

- soit du groupement ;
- soit de son mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devra être présentée lors de la remise des offres.

Il est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de :

- candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- membres de plusieurs groupements.

4.4 – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant de 1er rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours de marché selon les modalités définies aux *articles L 2993-4, R 2193-3 et 4 du code de la commande publique* ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Et application de l'article R 2193-3 du code de la commande publique, sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4(1)).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (en vertu de l'article 48 du CCAG – Travaux).

Attention :

Depuis le 1er janvier 2014, une auto-liquidation de la TVA est applicable pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP).

(1) Document téléchargeable sur le site du ministère de l'économie, des finances et de l'emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

4.5 - Décompte des délais

Tout délai imparti dans le marché au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour.

4.6 - Forme des notifications et communications

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire par voie dématérialisée via la plate-forme des achats de l'État.

L'avis de réception fait foi de la notification.

La date de l'avis de réception électronique est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GENERALE DU TITULAIRE

5.1 - Pièces obligatoires à fournir

Le titulaire doit fournir au Bureau de la Commande Publique, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces prévues à l'article D. 8222-5, ou le cas échéant les pièces prévues aux articles D. 8222-7 à D. 8222-8 du code du travail ; ainsi qu'une attestation sur l'honneur que le travail sera effectué avec des salariés employés régulièrement au regard de la législation en vigueur.

Lorsque le titulaire contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts.

5.2 - Assurances et garanties

5.2.1 - Assurance responsabilité civile pendant et après travaux

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

De ce fait, le titulaire doit fournir une attestation dans un délai de quinze (15) jours après la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance afférente aux polices mentionnées ci avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du CCAG – Travaux, de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5.2.2 - Garantie décennale

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent *les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil*. Il communiquera au plus tard dans un délai de quinze (15) jours après notification du marché la copie de l'attestation d'assurance garantie décennale du chantier.

ARTICLE 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES

6.1 - Pièces constitutives du marché

6.1.1 - Les pièces particulières

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1), et son annexe : le CDPGF,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n°2020SGAMI57034) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le dossier technique remis au moment de l'offre.

Les exemplaires originaux des pièces particulières conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seul foi.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

6.1.2 - Les pièces générales

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de travaux (CCAG – Travaux) ;
- Le Cahier de Clauses Techniques Générales relatif aux marchés de travaux (CCTG – Travaux).

6.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché sont :

- les modifications du marché (anciens avenants) qui ne bouleversent pas l'économie du marché et peuvent faire l'objet de toute modification des conditions techniques contractuelles du marché, des installations ou de leur consistance entraînant un changement de prix,
- les actes relatifs à la prestation d'un sous-traitant (DC4).

6.3 - Cession ou nantissement

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

6.4 - Droit – Langue

Le présent marché est régi par les lois et règlements français exclusivement conformément à *la loi n° 94-665 du 4 août 1994* relative à l'emploi de la langue française.

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à ses fournisseurs étrangers.

Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

ARTICLE 7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1 – Avance

Une avance est versée au titulaire dont le montant initial est supérieur à 50 000€ HT et d'une durée supérieure à deux mois, sauf mention contraire portée dans l'acte d'engagement. En l'absence de précision, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance.

Les versements et remboursements des avances forfaitaires se font selon les dispositions prévues aux articles R 2191-3 à R 2191-12 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %, ou à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique. Cette avance est remboursée

par pré-compte sur les sommes dues lorsque l'avancement est compris entre 65 et 80 % du montant du marché. En tout état de cause son remboursement est terminé lorsque le marché atteint 80 %.

Dans le cas de sous-traitants déclarés après le versement de l'avance, le titulaire doit le remboursement de la part relative aux prestations sous-traitées dès le premier état d'acompte suivant l'agrément du sous-traitant.

7.2 - Garanties et exigences particulières

7.2.1 - Connaissance du site

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,

Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance,

Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux en lots séparés,

Pris connaissance de toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les diagnostics et le C.C.T.P., s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'ouvrage et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, Fournisseurs de gaz et d'électricité, Télécommunication, etc.).

La responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

ARTICLE 8 – CONDITION D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

8.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

8.2 - Régularité de la situation des personnels employés

Le titulaire du marché s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12 ; L. 3243-1 à L. 3243-2 ; L. 3243-4 ; R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

8.3 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux.

8.4 - Conditions particulières d'exécution

8.4.1 Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

La gendarmerie pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier et d'y placer ses agents à l'occasion de visites officielles. Elle pourra prescrire le déplacement de matériel ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Par ailleurs, un dispositif de mesure des vibrations pourra être mis en place, assorti d'un seuil d'alerte.

Les entreprises ne pourront prétendre à aucune indemnité.

8.4.2 Obligations - Règlements – Sécurité

L'entrepreneur est formellement tenu de recueillir auprès du maître d'ouvrage les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DE DISCRETION - SANCTIONS

9.1 - Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations stipulées dans le présent marché sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- Respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer,
- Aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent marché.

9.1.1 - Concernant l'accès au chantier

L'entreprise qui effectue les prestations devra fournir à l'administration, avant la date prescrite pour le commencement des travaux, une liste nominative des personnes qui exécuteront les prestations et signalera tout changement de personne au moins soixante-douze (72) heures à l'avance. Cette liste est accompagnée de la copie des pièces d'identité des personnes.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG – Travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

9.1.2 - Concernant les documents à fournir

Tous les documents et informations transmis par le maître d'ouvrage sont confidentiels. Ils ne pourront être communiqués à une tierce personne sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage

9.2 - Traitement de données à caractère personnel

9.2.1 - Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le *règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016* relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «*règlement général sur la protection des données* » RGPD) et la *loi n°78-17 du 6 janvier 1978* relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire est autorisé à traiter, collecter et conserver pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour la consultation.

9.2.2 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD) en cas de sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

9.3 – Sanctions

En cas de violation des obligations mentionnées à l'article 9 du présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 10 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, le transport ou autre.
L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A., et aura droit à l'attribution par l'administration d'un numéro d'identification fiscale.

Les prix devront correspondre obligatoirement aux matériaux et à la façon mise en œuvre décrits dans le CCTP.

10.2 - Forme des prix

Le prix du marché est ferme et sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations suivant les dispositions de l'article R 2112-9 du code de la commande publique.

Les prix sont ceux indiqués dans le CDPGF.

Ces prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes, à la fois en chiffres et en toutes lettres et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

10.3 - Variation dans les prix

10.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à celui précédant le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro ».

10.3.2 - Index de référence et modalités d'actualisation

Les prix sont fermes pendant la durée du marché et conformes à l'acte d'engagement.

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de dépôt des offres et la date du début d'exécution des prestations. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations par application de la formule :

$$P = P0 \times (I_{n-3} / I0)$$

P = prix actualisé HT

P0 = Prix initial HT

I_{n-3} = valeur de l'index concerné du mois de commencement des travaux moins 3 mois

I0 = valeur de l'index concerné au mois d'établissement du prix du marché

L'index de référence « I », choisi pour l'actualisation des prix dans le cadre du présent marché est :
BT 42 pour 90 % du montant, BT 02 pour 10 % du montant.

Les prix ainsi actualisés resteront fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constitueront ainsi le prix de règlement.

10.3.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de la TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont

éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

10.4 - Auto-liquidation de la TVA pour la sous-traitance

Le 2^{onies} de l'article 283 du code général des impôts (C.G.I) dispose que « pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur.»

En vertu de cet article, le maître d'ouvrage n'acquitte la TVA qu'au titulaire du marché.

La TVA due au(x) sous-traitant(s) est auto-liquidée par le titulaire du marché lors du dépôt de sa déclaration de TVA.

Le sous-traitant sera donc payé pour le montant hors taxe de la prestation.

Ainsi, sur la facture qu'il adresse au titulaire, le sous-traitant devra :

- facturer le montant HT
- exclure la TVA
- indiquer la mention « auto-liquidation » (justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant).

10.5 - Modalités de règlement du marché

10.5.1 – Facturation

Les factures afférentes au marché sont établies en un (1) seul exemplaire par voie dématérialisée prioritairement pour les microentreprises et obligatoirement pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les personnes publiques.

Pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les PME:

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

A – Adresser ses factures au « concentrateur* » par EDI :

- 1- En les adressant directement au « concentrateur* » de factures de la personne publique,
- 2- En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au « concentrateur* » et de transmettre les factures au concentrateur*.

(*concentrateur : dispositif informatique de traitement automatisé de données géré par l'AIFE pour l'État)

B – Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- 1- En déposant ses factures,
- 2- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : chorus-demat@interieur.gouv.fr

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur

entreprise, entre le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) le 1er janvier 2020 (pour les microentreprises).

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs d'adresser les factures par courrier mais il est fortement recommandé de s'inscrire au plus tôt dans la procédure dématérialisée précitée.

Pour les micro-entreprises, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée sur l'ordre de service, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes ; il joint si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

Pour l'ensemble des entreprises :

Outre les mentions légales, la facture comprend les indications suivantes :

- le numéro du marché (composé de 10 caractères numériques) ;
- la date du marché ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

10.5.2 – Règlement

Le mode de règlement des factures est le virement par mandat administratif.

Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

10.5.3 – Délais de garantie

Le délai de garantie de parfaite achèvement est fixé à un an à compter de la date de réception des travaux.

10.6 – Cautionnement ou retenue de garantie

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La garantie prévue à l'article 44 du CCAG – Travaux est applicable à l'ensemble des travaux exécutés dans le cadre du présent marché. Elle ne fait pas obstacle à la mise en jeu de la responsabilité contractuelle des entrepreneurs à l'égard du maître de l'ouvrage.

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues à l'article R 2191-33 du CCP, Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13 du CCP ce taux est de 3 %.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande, dans les conditions fixées à l'article R 2191-36 du CCP. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R 2191-35 du CCP.

ARTICLE 11 – EXECUTION DE LA PRESTATION

11.1 - Qualité des travaux

Les travaux doivent être conformes aux stipulations du marché et à la réglementation en vigueur.

11.3 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est de quatre (4) mois, dont deux (2) semaines de préparation.

11.3.1 - Planning détaillé d'exécution des travaux

Le planning détaillé d'exécution est élaboré après consultation de l'entrepreneur titulaire. Un ordre de service de commencement de travaux sera notifié au titulaire du marché par le maître d'ouvrage conformément au calendrier d'exécution des travaux.

Le planning détaillé d'exécution indique la durée et la date probable de départ d'exécution.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le planning détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'opération ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des *articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG* applicable aux marchés publics de travaux.

11.4 - Prolongation du délai d'exécution

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au maître d'ouvrage, les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le pouvoir adjudicateur octroie automatiquement par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, la prolongation sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage.

11.5 – Pénalités

Les pénalités qui seront appliquées sont celles prévues à l'article 20 du CCAG Travaux.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les modalités et causes de résiliation du marché sont énoncées à l'article 46 du CCAG Travaux.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

13.1 – Médiation

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics aux coordonnées suivantes :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 NANCY Cedex

Tél. : 03 83 34 25 65 - Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

13.2 – Recours

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure de passation et de l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31, avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Tél. : 03 88 21 23 23

ARTICLE 14 – DEROGATIONS

Les dérogations mentionnées aux articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG – TRAVAUX :

Article 9.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 31.4.5.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice adjointe de l'Administration
Générale et des Finances

Céline KLEIN